

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 3 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL ST MARTIN LANDE

Route de Castelnaudary
11400 Saint-Martin-Lalande

Références : UID11/66-C3-2023-353
Code AIOT : 0006600334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 mai 2023 dans l'établissement de la société TERREAL, implanté Route de Castelnaudary à Saint-Martin-Lalande (11400). L'inspection a été annoncée le 18 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL ST MARTIN LANDE
- Route de Castelnaudary 11400 Saint-Martin-Lalande
- Code AIOT : 0006600334
- Régime : Autorisation

Cette usine de la société TERREAL fabrique des tuiles pour le bâtiment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point situation administrative et évolution des activités,
- Suites données à la visite de 2021,
- Sobriété énergétique,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté n° 2006-11-3743, complété en 2011 et

2014, autorisant l'activité du site, complété en 2014, avec un focus sur les rejets atmosphériques et la conformité des rapports de contrôle des émissions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
11	Surveillance des émissions et de leurs effets	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.1.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 6.2	/	Sans objet
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.2.2	/	Sans objet
8	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.7.2	/	Sans objet
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.3.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.71	/	Sans objet
14	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	/	Sans objet
15	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 1.2.1	/	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.3.3	/	Sans objet
13	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
16	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
17	ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant suit ses installations et respecte une partie des dispositions contrôlées.

Toutefois, des écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant les rejets atmosphériques, pour lesquels, l'inspection a proposé de mettre en demeure l'exploitant.

Concernant la sobriété énergétique, les points à retenir sont :

- le site est en cours de certification ISO 50001,
- des audits de la certification sont réalisés en interne et par un organisme extérieur afin d'établir un plan de points d'amélioration,
- l'exploitant a mis en place une feuille de route concernant la diminution des émissions CO₂

- de l'établissement,
- des indicateurs d'efficacité énergétique sont en place pour le gaz et l'électricité qui sont suivis par la direction,
- un plan de sensibilisation du personnel est en place,
- des compétences spécifiques sont acquises en interne du site mais aussi par les fonctions support du groupe TERREAL,
- un programme de maintenance et de surveillance des installations est en place avec priorisation des actions et vérification de leur réalisation,
- les échangeurs de chaleur des fours sont régulièrement remplacés,
- les fonctions supports du groupe TERREAL réalisent une veille technologique concernant la sobriété énergétique,
- en cas de remplacement d'une installation ou d'un équipement, les dernières technologies sont utilisées,
- l'exploitant est en cours de passage aux LED pour l'éclairage et déploie, quand c'est possible, du photovoltaïque.

Il est à noter qu'un projet de récupération de la chaleur fatale du site est en cours d'étude, et devrait être déployé en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des rubriques de la nomenclature des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir AP
Constats : Le site n'a pas fait l'objet de modification notable depuis la dernière visite. Toutefois, il est à noter que les transformateurs contenant des PCB ont été mis à l'arrêt en 2016. L'exploitant a fourni l'ensemble des justificatifs de leur bonne élimination, notamment les bordereaux de suivi de déchets des PCB.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droit pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Constats : Les rapports de contrôle des rejets atmosphériques de 2022 mettent en évidence la non-conformité des points de prélèvement pour les différents exutoires.
L'exploitant a informé l'inspection de sa volonté de mettre en conformité les points de mesures.
L'exploitant devra transmettre les justificatifs de la mise en conformité des points de mesures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir AP
<p>Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier de la conformité des hauteurs de points de rejet.</p> <p>Le rapport de contrôle n° E61B2/22/213 ne mentionne pas les valeurs limites de vitesse d'éjection ni de débits et ainsi ne statuent pas sur leur respect. Il est à noter que, dans le même rapport, pour les exutoires Séchoir, au nombre de 6, la valeur limite de débit est « global ». Or, le rapport fait état de débit pour chaque exutoire. Par conséquent, il n'est pas possible de statuer sur le respect de la valeur limite du débit. Le rapport doit être complété.</p> <p>Par ailleurs, le rapport de contrôle n° E61B2/22/366 met en évidence le non-respect de la valeur limite de débit de rejet pour l'exutoire Engobe.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les justificatifs de mise en conformité des conditions de rejet (hauteur, vitesse d'éjection et débit de rejet) de ces exutoires, le cas échéant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir AP
<p>Constats : Le rapport de contrôle n° E61B2/22/213 de 2022 met en évidence les dépassements de valeurs limites de concentration pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NOx de l'exutoire Pré-four n° 1, • HF de l'exutoire Séchoir n° 1, • HF de l'exutoire Séchoir n° 2, • NOx et HCl de l'exutoire Séchoir n° 3,

• NOx et HF de l'exutoire Séchoir n° 5.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir AP
<p>Constats : Le rapport de contrôle n° E61B2/22/213 de 2022 ne permet pas de statuer sur le respect de s valeurs limites de flux pour les exutoires séchoir 1 à 6 car l'arrêté prescrit une valeur de flux globale aux 6 exutoires.</p> <p>Par ailleurs, le même rapport ne comporte pas les valeurs limites de flux de l'arrêté d'autorisation des différents paramètres, en Kg/h, kg/j et Kg/an, et ainsi ne conclut pas sur le respect de ces valeurs.</p> <p>Le rapport doit être complété et transmis à l'inspection.</p> <p>Enfin, le même rapport met en évidence le dépassement de la valeur limite de flux, en kg/h, pour le paramètre HCl de l'exutoire Four n° 1.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores et émergence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Voir AP
<p>Constats : L'exploitant a fourni le rapport de mesure de bruit dans l'environnement n° EL7P1/22/168 du 23 février 2022 réalisé par un organisme extérieur.</p> <p>Ce rapport met en évidence un dépassement des niveaux sonores en limite de propriété au point LP3, 65.5 dB(A) pour une valeur limite admissible diurne de 60 dB(A) et nocturne de 50 dB(A).</p> <p>Il est à noter qu'aucune plainte pour nuisances sonores n'est en cours.</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un plan d'actions de mise en conformité des niveaux sonores et le transmettre au service de l'inspection.</p> <p>Par ailleurs, une fois les actions menées, une nouvelle campagne de mesure devra être réalisé afin de vérifier le respect des valeurs limites. >Le nouveau rapport devra être transmis au service de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage des dangers internes a l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés.
Constats : Lors de l'inspection, les zonages identifiés dans le cadre de l'étude ATEX de 2018 n'étaient pas matérialisées.L'exploitant doit transmettre les justificatifs de la matérialisation des ces zonages.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]
Constats : Lors de l'inspection, un des extincteurs contrôlés, le n° 18, n'avait pas fait l'objet d'un contrôle de moins d'un an (dernier contrôle en mars 2022). L'exploitant doit transmettre la liste des extincteurs présents sur site ainsi que le justificatif de leur contrôle de moins d'un an.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise a la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des installations électriques par un organisme extérieur de 2022. Ce rapport fait état de plusieurs non-conformités dont la majorité sont récurrentes.

L'exploitant a fourni un plan d'actions afin de lever l'ensemble des non-conformités d'ici fin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 7.3.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant a fourni une étude ATEX du 11 octobre 2018. Cette étude fait état de plusieurs zonages ATEX devant être matérialisés. Aucun plan n'est joint à cette étude. L'exploitant doit transmettre, au service de l'inspection, un plan de zonage ATEX et les justificatifs de la mise en place de la matérialisation des zonages ATEX.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des émissions et de leurs effets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets aux cheminées des gaz de combustion (fours, pré-fours et séchoir).
Constats : Les rapports de contrôles de 2022 ne font pas état des mesures des rejets atmosphériques pour les exutoires pré-four n° 2 et Four n° 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2006, article 9.2.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures sonores

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée.
Constats : Le rapport de mesures de bruit dans l'environnement du 23 février 2022 met en évidence la non-conformité du niveau sonore en limite de propriété au point LP3 de jour comme de nuit. Il est à noter qu'il n'y a aucune plainte pour nuisances sonores sur ce site. L'exploitant a informé l'inspection qu'un silencieux avait été mis en place en 2022 sur le point de rejet pouvant être à l'origine du dépassement. L'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne de mesures afin de valider l'impact de la mise en place de ce silencieux courant 2023. Les résultats devront être transmis au service de l'inspection avec le plan de mise en conformité, le cas échéant. L'inspection a rappelé à l'exploitant que les mesures des niveaux sonores résiduels devaient se faire avec l'usine à l'arrêt.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a fourni la liste de ses équipements sous pression (ESP), au nombre de 6, qui comportait l'ensemble des informations prévues par la législation. Toutefois, il semble opportun que l'exploitant différencie les ESP relevant de l'arrêté ministériel de 2017, 2 sur 6, et ceux qui n'en relèvent pas, 4 sur 6.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration de mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.
Constats : Sur les 2 ESP, identifiés par l'exploitant comme relevant de l'arrêté ministériel de 2017, 1 a fait l'objet d'une mise en service en juin 2021. L'exploitant a transmis la preuve de dépôt de sa déclaration.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle de mise en service est requis avant : - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
Constats : L'exploitant n'a pas pu justifier du contrôle de mise en service de l'ESP mis en service en juin 2021. L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le justificatif du contrôle de mise en service, notamment le rapport de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Compte rendu d'inspection périodique (IP)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inspection périodique est réalisée : – pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; – pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. – Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. – Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de

sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats : Sur les 2 ESP identifiés par l'exploitant, 1 a fait l'objet d'une requalification en août 2021. Le compte-rendu de cette requalification comporte l'ensemble des informations prévues par la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Attestation de requalification Périodique (RP)

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. – L'organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

III. – Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne ... La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. ... L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV. – Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats : Sur les 2 ESP identifiés par l'exploitant, 1 a fait l'objet d'une inspection périodique le 28 avril 2023. Le compte-rendu de cette inspection comporte l'ensemble des informations prévues par la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet